



SEANCE DU 14 octobre 2014.

Restitution de la table ronde animée par Jean-Robert Alcaras
avec la participation de Christelle Marchand et Philippe Mengue
Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Joëlle, Michèle, Roland, André et Gilles

TITRE : Introduction du thème de l'année 2014 - 2015 : La Démocratie.

Jean-Robert Alcaras :

Une très rapide introduction qui sera suivie en fait de la table ronde proprement dite qui va s'articuler autour des trois questions que vous allez découvrir au cours de la soirée. La Démocratie, c'est bien évidemment un très vaste sujet. Pour discuter sereinement, précisément à ce sujet, encore faut-il que l'on s'entende préalablement sur les termes qui sont employés et sur leurs sens. Si on en croit un certain nombre de penseurs, ce qu'on peut en dire assez rapidement, sans trop y réfléchir, par les médias et dans le petit monde de la politique politicienne, la Démocratie est un fait. Elle est là. Nous sommes en démocratie. Nous vivons en démocratie. Ce n'est pas une utopie, c'est une vérité, issue d'une histoire occidentale qui nous ferait remonter directement à l'antiquité grecque, il y a quelques 2500 ans en arrière. Selon Francis Fukuyama¹, un célèbre économiste philosophe, on ne sait plus trop comment le qualifier, américain, en tout cas néo conservateur (ça c'est une certitude), la Démocratie participe même à ce qu'il a appelé, en reprenant Marx qui lui-même reprenait Hegel, la fin de l'Histoire à laquelle tous les peuples du monde seraient promis. Il voit dans cette fin de l'Histoire la cohabitation entre deux logiques : d'une part la logique de ce qu'il appelle une démocratie libérale, encore faut-il s'entendre sur ce qu'on veut y mettre derrière, et d'autre part l'économie de marché les deux étant à son sens évidemment compatibles, puisqu'elles relèveraient de la fin de l'Histoire dans laquelle nous serions quasiment tous entrés depuis l'effondrement récent du bloc de l'Est dans sa politique etc, etc

Contrairement à ce que Marx lui-même pensait c'est qu'au contraire la fin de l'Histoire se ferait dans le socialisme réalisé, c'est à dire l'inverse précisément d'une part de la république démocratique (vous connaissez tous je pense la haine que vouait Marx à la Démocratie dont il pensait qu'elle était le fait bourgeois par excellence) et d'autre part de la communauté des biens qui est en quelque sorte l'opposée d'elle et de l'économie capitaliste marchande. Au fond, on pourrait évidemment commencer déjà à travailler là-dessus, je ne vais pas trop le faire, mais juste pour dire que les choses sont complexes. Certains disent pourtant que Marx était plus démocrate que les démocrates qu'il combattait. Il voulait à travers la fin du gouvernement représentatif, caractéristique selon lui des sociétés capitalistes qui l'accompagnaient, appeler à l'émancipation et la réalisation des hommes du fait même de l'abolition de l'État d'une part et de l'abolition de la propriété privée d'autre part.

La formule des travailleurs associés qui décideraient librement de leur destinée, de l'administration des choses n'était pas conforme à la perception idéalisée de la démocratie, à savoir ce qu'on pouvait appeler aussi une démocratie directe, c'est à dire une démocratie sans

¹ Francis Fukuyama, *La Fin de l'Histoire et le dernier homme* [« The End of History and the Last Man »], Flammarion, 1992, 452 p.

représentant et sans État. Tout dépend évidemment de ce que l'on met derrière les mots. C'est une façon comme une autre de montrer l'enjeu qu'il y a à réfléchir à ces différentes questions :

- Qu'est-ce que la démocratie ?
- Est-ce que les démocraties sont vraiment démocratiques?
- Quelles sont les réalités, les utopies, les passés, les présents, les régions du monde, les concepts, les pratiques que la notion de démocratie peut désigner?
- La démocratie est-elle uniquement un régime politique?
- Se résume-t-elle à un régime politique?
- Est-elle au-delà même de la notion de régime politique?
- Est-ce que ce n'est pas aussi une forme de société ?
- Est-ce que ce n'est pas une manière d'organiser la société à un moment donné?
- Et finalement est-ce que la démocratie relève exclusivement du champ politique?
- Est-ce qu'elle ne peut pas s'appliquer dans le domaine des arts, des sciences, de l'entreprise, de la santé, de la vie sociale, de la vie familiale, etc etc.....

Et puis peut être une dernière question : à quelles histoires nos pratiques supposées démocratiques nous renvoient-elles ? S'agit-il vraiment de l'histoire mythique de la démocratie athénienne ou est-ce que les choses ne sont pas un peu plus complexes que celle-là.

Donc afin de commencer, je vais poser trois questions à mes invités. Tout d'abord, la question de la définition. Je vais demander à chacun d'entre vous comment vous définiriez la démocratie, en vous basant du point de vue de votre discipline : la science politique pour Christelle et la philosophie pour Philippe.

Christelle Marchand :

Merci beaucoup de m'accueillir dans le cadre des universités populaires. C'est avec plaisir que j'interviens ce soir. Vous demandez d'essayer de définir la démocratie du point de vue de ma discipline, c'est ce que je vais essayer de faire. Je suis maître de conférence de science politique, plutôt sociologue politique. Je travaille aussi sur les questions du rapport des citoyens au politique, et c'est un peu sous cet angle là que ma présentation va être orientée. On va partir d'une définition globale de la démocratie, telle qu'elle est définie dans la science politique contemporaine, et on verra de quelle manière on peut effectivement questionner cette définition, et les enjeux qui s'attachent aussi au fonctionnement concret de la Démocratie.

La Démocratie en science politique est définie comme un type de régime politique. On parle du régime démocratique par opposition au régime autoritaire et au régime totalitaire. En fait, deux critères permettent de faire la distinction entre ces trois types de régimes :

- Le premier critère c'est la source du pouvoir : d'où vient le pouvoir.
- Le deuxième critère c'est le degré de consensus imposé aux gouvernés.

Ce sont les deux critères qui permettent de distinguer ces trois types de régime : autoritaire, totalitaire et démocratique

Qu'est-ce qu'un régime autoritaire? C'est un régime dirigé par des individus ou des groupes qui monopolisent le pouvoir et surtout contrôlent la liberté de parole. C'est évidemment la définition qu'on peut en donner et il existe encore des exemples assez contemporains. Dans l'actualité récente, on a pu voir que certains régimes mettaient en œuvre un certain nombre de procédés pour contrôler la liberté d'opinion. Si l'on fait référence, par exemple, aux manifestations récentes à Hong Kong, on voit bien que, dans tous les pays, la parole n'est pas libre de la même manière qu'elle peut l'être en démocratie.

Les régimes totalitaires, eux, sont fondés sur la toute-puissance d'un parti unique qui est incarné le plus souvent par un chef. Ils exigent l'adhésion active à une idéologie unique. Ils visent à faire disparaître toute forme de résistance. On a eu des exemples dans l'Histoire que vous connaissez tous.

La Démocratie, elle, repose sur le principe de souveraineté populaire par l'intermédiaire de représentants. La Démocratie moderne et notamment la démocratie que l'on connaît, qui est la démocratie représentative, caractéristique de notre société contemporaine.

Elle repose également sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression qui se traduisent par la possibilité, dans les régimes démocratiques, de manifester son désaccord avec le pouvoir en place. Il existe différents types de régimes démocratiques :

- Des monarchies parlementaires, comme en Angleterre, qui sont considérées comme des régimes démocratiques.
- Des régimes républicains comme en France.
- Des régimes semi-présidentiels comme aux États-Unis.

Ce sont des régimes qui sont envisagés comme des régimes démocratiques. En science politique, la démocratie est une notion qui désigne de manière générale la sphère des institutions, bien évidemment, mais également la sphère des acteurs politiques. C'est également sous cet angle là que je vais l'envisager. Mon collègue reviendra davantage sur les origines de la démocratie athénienne mais, pour caler quelques principes, le terme démocratie apparaît au VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ en Grèce, au sein de la cité d'Athènes. Et même si le régime athénien est présenté comme le berceau de la démocratie, il existe des différences évidentes entre la démocratie athénienne et la démocratie représentative telle qu'elle existe aujourd'hui : au moins trois distinctions.

1. Dans la démocratie athénienne il y a une définition restrictive de la citoyenneté qui exclut les femmes, les étrangers et les esclaves.
2. Dans nos démocraties modernes, depuis peu, les femmes ne sont plus exclues et on a une démocratie au suffrage universel dans laquelle, effectivement, l'ensemble des citoyens est amené à s'exprimer.
3. Dans la démocratie athénienne, on est sur un modèle de démocratie directe qui est rendue possible par le faible nombre de citoyens, puisque vous excluez certaines catégories de la population de la citoyenneté. Donc, le nombre de citoyens est réduit et les conditions de la démocratie directe sont possibles.

Dans les démocraties modernes, on est sur de la démocratie représentative puisqu'on va procéder à l'élection de nos représentants. Dans la Démocratie directe, dernier point, les représentants sont en fait des magistrats qui sont tirés au sort, puisque ce principe démocratique est effectivement le principe le plus démocratique (comme on a pu en faire nous-même l'expérience dans le cadre de nos enseignements ici à l'Université). Le tirage au sort, est le seul procédé qui permet de ne pas faire de discrimination entre les différents individus.

Dans nos démocraties modernes, il n'y a pas de tirage au sort, il y a des élections très régulières, qui permettent de désigner les représentants. On verra que la question de cette démocratie directe, est centrale dans les discours contemporains sur la démocratie, en lien notamment avec des questions qui, aujourd'hui, traversent les débats démocratiques, notamment sur la question de la transparence démocratique. La transparence est aujourd'hui au cœur des débats démocratiques. L'idée est qu'il faudrait associer davantage les citoyens à la démocratie, puisque dans cette démocratie représentative on a des citoyens qui sont plus ou moins distants de leurs représentants.

Donc au cœur de la démocratie représentative, telle qu'elle existe aujourd'hui dans nos sociétés, figure la faible représentation des citoyens. Pour reprendre l'explication de cette représentation, on peut revenir sur les principes du gouvernement représentatif. Ces principes-là ont été édités par Bernard Manin², un politologue qui a travaillé sur cette question. Il est l'auteur d'un ouvrage sur les principes d'un gouvernement représentatif dans lequel il présente les quatre principes de la Démocratie.

- Premier principe : les gouvernements sont désignés par des élections répétées à intervalle régulier. C'est un mandat qui est accordé au représentant. C'est un mandat limité mais qui peut faire l'objet d'un vote de sanction d'élection en élection. Cela explique que l'on passe d'une majorité politique à une autre et que les citoyens ont le loisir de voter pour les uns puis pour les autres.

- Deuxième élément de ce gouvernement représentatif: les gouvernants conservent une marge d'indépendance vis à vis des élections. Ils agissent pour le bien commun et l'intérêt général, dans l'absolu on est d'accord, mais ils le font de la manière qui leur paraît la plus juste. De ce point de vue, leur mandat est représentatif. Ce n'est pas un mandat impératif puisque les citoyens n'ont pas la capacité à révoquer ces élus. Il faut attendre les prochaines élections pour désigner de nouveaux représentants.

- Troisième élément du gouvernement représentatif : les gouvernés peuvent exprimer librement leurs opinions politiques et vous savez que dans nos sociétés, effectivement, il y a une liberté d'opinion qui est encadrée par un certain nombre de textes législatifs. Pour n'en citer qu'un la loi Gayssot du 13 juillet 1990 qui réprime les propos racistes, les propos antisémites et négationnistes. Évidemment il y a des lois qui interdisent de proférer certains propos mais on est quand même dans des régimes dans lesquels la liberté d'opinion existe, même si parfois on a un certain sentiment d'impuissance. On est quand même dans des régimes où l'on est autorisé de dire que l'on n'est pas d'accord.

- Dernier principe : les décisions politiques sont soumises à l'épreuve de la discussion. Le processus délibératif dans le principe du gouvernement représentatif a lieu normalement au parlement. On verra que dans la réalité, on est dans des régimes politiques dans lesquels les parlements sont bien souvent très affaiblis par des gouvernements omniprésents.

Une fois que l'on a posé ces principes-là, que l'on a défini ce qu'était la démocratie, au sens contemporain du terme, dans une approche de sociologie politique, on s'intéresse plus spécifiquement à la démocratie comme forme de compétition politique pluraliste qui se matérialise par l'organisation d'élections pluralistes à échéance régulière. Si l'on s'en tient à cette définition donnée par la sociologie politique, on est bien en démocratie, c'est à dire qu'à peu près tous les deux ans nous avons des élections, qu'elles soient locales ou nationales, qui nous rappellent que l'on est dans un système démocratique, puisque nous sommes consultés.

Donc la Démocratie se caractérise, dans une approche de sociologie politique, par l'existence d'un marché électoral, ouvert et pluraliste, sur lequel vont s'échanger des biens politiques en échange de vote. Sur ce marché politique vont s'échanger essentiellement des biens symboliques. Ces biens sont les programmes politiques, les valeurs véhiculées par les différents partis, l'ensemble des programmes qui sont proposés par des partis politiques.

Notre régime démocratique aujourd'hui, se caractérise de manière générale par l'échange de biens symboliques entre les électeurs et les élus. Il y a quelques pratiques qui contournent un peu ce principe avec celle du clientélisme qui consiste à ne pas mêler les biens symboliques sur ce marché électoral, mais effectivement à accorder d'autres types de biens, de nature diverses et variées. Divers chercheurs ont travaillé sur ces questions et sur la mise en place de la construction de la démocratie comme marché électoral pluraliste. Ce n'est pas quelque chose de donné, ce n'est pas quelque chose de naturel, c'est quelque chose qui provient d'un construit social, politique et historique.

2 Bernard Manin, *Principe du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy, 1995, 319p.

Jean-Robert Alcaras à Philippe Mengue :

Je te pose la même question : comment définirais-tu la démocratie, comme a priori le pense le côté philosophique que tu représentes.

Philippe Mengue :

Je te remercie Jean Robert. Dans ta présentation, tu as posé toutes les questions importantes. Du coup je n'ai plus grand chose à dire de pertinent. Tu as fait vraiment le tour d'horizon de ces questions. Par rapport à l'intervention de Christelle, je voudrais me décaler, je voulais repartir de choses plus basiques. Nous avons en tête la définition de la démocratie comme le gouvernement du démos, c'est à dire du peuple.

On a traditionnellement, depuis l'Antiquité, défini la Démocratie comme le gouvernement de tous et on l'a opposé au gouvernement de quelques-uns, au gouvernement d'un seul donné par la monarchie. On voit bien là une classification, qui se base sur le nombre, elle est numérique. On retrouve ça chez Platon d'abord, et chez Aristote. L'étymologie est donc claire: la démocratie c'est ce qui s'oppose à l'aristocratie, la monarchie. Mais le sens n'est pas éclairé par l'étymologie, et par cette question de nombre. Les problèmes sont multiples et extrêmement complexes :

- Qu'est-ce qu'il faut entendre par ces trois régimes, par l'idée de régime plutôt.
- Qu'est-ce qu'un régime? Est-ce un mode de gouvernement, une façon de gouverner, comme on vient de le voir avec Christelle?
- Est-ce aussi un mode de vie caractéristique d'une communauté politique, d'une société politique, ou bien n'est-ce rien de tout cela?

On peut trouver de multiples définitions de la Démocratie, suivant le point de vue que vous allez adopter : historique, sociologique, comparatif, génétique... Si on prend les constitutions, on va pouvoir distinguer les démocraties représentatives directes, des pouvoirs répartis, des pouvoirs internes à l'État répartis différemment entre l'exécutif, le législatif, etc, etc ..., car on est en droit constitutionnel.

Et puis, il y a une définition très moderne de la Démocratie, qui date de la modernité, c'est à dire il y a trois siècles. La Démocratie tend à prendre une valeur qualitative. Elle a une valeur en elle-même et par là elle est, comme Christelle l'a très bien rappelé, opposée au totalitarisme sous ses deux formes : nazisme et stalinisme (communisme, socialisme stalinien,...). Elle s'oppose au régime autoritaire sous ses différentes formes : dictature, tyrannie, despotisme. Voilà ici quelque chose qui semble simple mais qui est très compliqué car les anciens et Aristote, distinguaient ces différents régimes. Ce qu'ils entendaient par régime ce n'est pas du tout ce que nous entendons nous par régime. Ceci est très important à comprendre.

L'objet de la philosophie politique d'Aristote, *Politica*, c'est le nom de la politique d'Aristote, c'est à dire les choses politiques (c'est un neutre pluriel). Les choses politiques sont l'objet de cette philosophie politique. Ce n'est pas l'État! Ce n'est pas l'État, sauf que pour nous c'est l'État. L'objet de la philosophie politique, ce sont les régimes politiques. Les régimes politiques ne sont pas dépendants de l'État. Il n'y a pas d'État pour Aristote, il y a la *polis*. La *polis* est difficilement traductible par le mot État, la *polis* grecque c'est plutôt quelque chose comme le pays, la patrie.

L'État, ce que nous entendons, nous, par l'État, avec la distinction qui est entre l'État et la société, la société civile, etc... Il n'y a pas cette distinction. Donc les formes de régime, ce n'est pas l'État, mais vous allez me dire quelle différence y a-t-il ? C'est qu'à partir de la Renaissance, de la grande école du droit naturel et des grands théoriciens du droit naturel puis des théoriciens du contrat social Hobbes, Rousseau, tous ces gens-là font une théorie de la souveraineté.

Chez Aristote et Platon, il n'y a pas une théorie de la souveraineté. Et ici que se passe-t-il ? Les différents types de régimes qu'ils continuent à distinguer : aristocratie, monarchie, démocratie... avec du moderne cela devient des modes, des aspects que peut revêtir la souveraineté, qui ne reste qu'une. Ça ne change pas. Par exemple, Hobbes dans le *Léviathan* dit "*le pouvoir sous toutes ses formes (aristocratique, monarchique, démocratique) est toujours le même*"³ et ces modes de régimes pour lui, c'est une question de pragmatisme, suivant les circonstances, vu les traditions du pays et ses mœurs, vu les circonstances historiques, sociologiques etc ... Peut-être faut-il une monarchie? c'est peut être le meilleur régime ou bien dans d'autre cas, c'est la démocratie. Mais c'est second par rapport à la question essentielle qui est celle du souverain. Ce souverain comme vous le savez est constitué par la volonté des sujets qui ont conféré leur droit à une autorité. Alors après on affine, il y un tas de théories, le contrat est comme ci, l'autre est comme ça, etc ... Avec, la méthode Hobbes, Rousseau.

Vous voyez que pour nous, en tant que modernes, qui avons une théorie de la souveraineté, la question du régime n'est pas importante, d'autant plus qu'avec Rousseau et la Révolution Française, il n'y a qu'un seul mode, qu'un seul régime politique : la démocratie ou ce qu'ils appellent la démocratie. "*Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation*" Article 3 de la Déclaration. Donc il n'y a de souveraineté que dans le peuple ou la Nation et donc les autres formes de régimes sont illégitimes à nos yeux. Il y a quelque chose qui est très embêtant c'est que si vous me demandez de définir la démocratie, il serait possible qu'il ne faille pas la définir. La laissant indéfinissable, c'est le plus important, pour nous aujourd'hui en tout cas.

Dans le système démocratique, en quelque sorte, il y a vraiment un malaise en ce moment, un malaise au niveau économique et au niveau des institutions démocratiques, elles-mêmes, et on reparle beaucoup de crise du politique. Pas simplement une petite crise passagère qui pourrait être résolue en changeant de premier ministre ou de président de la république. Non une crise profonde du politique, lui-même, c'est à dire du rapport du citoyen au politique. C'est la situation des démocraties occidentales européennes en ce moment.

Si ce malaise vous questionne, et bien nous avons la possibilité, pour sauver peut être l'idée démocratique, de dire qu'elle est indéfinissable.

En effet, dès que vous allez définir la démocratie par des procédures, d'une manière ou d'une autre par des constitutions, etc ... Que faites-vous? Définir c'est déposer des fins, des *finis* en latin c'est à dire des limites. C'est limiter, c'est déterminer. Déterminer c'est mettre un terme. Or la démocratie peut-elle être enclose dans des limites et dans quelque chose qui la termine? Est-ce que la démocratie, si nous nous référons à l'idée philosophique et aux principes que donne la démocratie, est l'origine de la liberté? Elle sera indéfinissable comme l'est la liberté elle-même. Vouloir la définir c'est vouloir l'enclore et préparer de nouvelles formes de totalitarisme ou en tout cas de régimes qui vont se retourner contre ce qu'ils voulaient, à savoir la liberté. Donc la question moderne des philosophes d'aujourd'hui, qui est reprise par des gens comme Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, par des gens de multiples horizons, c'est cette question de la démocratie. Il faut préserver une zone d'indétermination et d'indéfinissable.

³ "Il y a d'autres noms de gouvernements dans les livres d'histoire et de politique, comme *tyrannie* et *oligarchie*; mais ce ne sont pas les noms d'autres formes de gouvernement, mais les noms des mêmes formes quand on ne les aime pas. Car ceux qui sont mécontents sous la *monarchie* l'appellent *tyrannie*, et ceux à qui l'*aristocratie* déplaît l'appellent *oligarchie*. De même, ceux que la *démocratie* chagrine l'appellent *anarchie* (ce qui signifie absence de gouvernement); et pourtant, je pense que personne ne croit qu'une absence de gouvernement soit une nouvelle espèce de gouvernement. Pour la même raison, on ne doit pas non plus croire que le gouvernement est d'une espèce, quand on l'aime, et d'une autre quand on ne l'aime pas ou qu'on est opprimé par les gouvernants." extrait du chapitre 19 du *Léviathan* de Thomas Hobbes, 1651

Jean-Robert Alcaras :

Avant la question suivante, je voudrais vous interroger, l'une et l'autre.

Dans ce que tu as présenté, Christelle, il me semble que la sphère démocratique comporte un certain nombre de critères que tu as évoqués, en particulier le critère de la représentation, la liberté d'expression, des droits. Un certain nombre de droits, comme la liberté d'expression, apparaissent comme fondamentaux, ainsi que la question de la représentation.

A l'inverse, tu l'as rappelé Philippe, dans les systèmes anciens de la démocratie, on insistait plus sur la participation, c'est à dire sur le fait que la démocratie ne donne peut être pas du pouvoir à chaque citoyen, mais leur donne à chacun une puissance, c'est à dire la possibilité de s'exprimer et en s'exprimant d'agir sur l'environnement commun auquel il participe. Évidemment, par rapport à ce que tu disais Christelle, tu évoquais la définition restrictive de la citoyenneté dans l'antiquité, ce qui est évidemment fort juste, mais je n'ai pas la sensation que la démocratie contemporaine ne soit pas restrictive elle-même. Elle n'est pas restrictive de la même manière mais elle est tout de même restrictive. D'une part, il me semble qu'en terme de participation, c'est bien d'ailleurs lié aux thématiques que tu connais bien, et que Magali Nonjon⁴ connaît bien sur le thème de la démocratie participative justement. Si on en arrive à ce pléonasme, c'est que, a priori, démocratie et participation ne sont plus forcément liées, alors qu'à priori, le principe de la démocratie valait principe de participation. D'autre part il me semble bien qu'aujourd'hui encore les étrangers ne votent pas ; heureusement les femmes votent et les esclaves il n'y en a plus, mais les étrangers ne votent pas et ça suggère tout un tas de fantasmes, que tu connais bien d'ailleurs Christelle, en partie.

Peut-être que, finalement, la bonne conclusion c'est de dire qu'il ne faut surtout pas lésiner avec l'ordre. La démocratie n'est-elle pas condamnée à une forme de restriction, dans la conception de la démocratie, quoi qu'il en soit?

⁴ Alice MAZEAUD, Magali NONJON, « Professionnel », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013,

Christelle Marchand :

La présentation que j'ai faite est une présentation quasi idéale dans la manière où cela devrait fonctionner. Évidemment, cette question de la représentation, est au cœur de la crise de nos démocraties d'aujourd'hui. Elle se pose tous les jours parce que l'on se retrouve avec des catégories entières de la population qui, malgré la suppression de ce qu'on appelait autre fois le sens électoral, continuent aujourd'hui à s'exclure d'elle-même du jeu politique. On le voit d'élection en élection avec notamment la progression faramineuse de l'abstention, y compris sur des scrutins qui, jusque-là, parvenaient à mobiliser les individus. Je pense notamment aux scrutins des municipales qui, cette année, ont été marqués aussi par une progression de cette abstention.

Donc évidemment les questions de la participation du citoyen et du sentiment de non représentativité qui gronde dans la population sont des questions qui sont centrales dans l'appréhension de la démocratie. Le pléonasme que tu relèves, Jean Robert, la démocratie participative, c'est à dire qu'on est obligé d'ajouter le qualificatif, participatif, pour faire penser que les régimes dans lesquels on vit donnent une place aux citoyens et leur permettent de participer.

Il se peut que la solution soit là, et que, finalement, à la première question : "*Comment définit-on la démocratie?*", effectivement, on ne puisse pas la définir d'une manière satisfaisante aujourd'hui parce que l'on se retrouve avec ces contradictions, c'est à dire des régimes dans lesquels, la liberté d'expression est là. On a la liberté d'opinion, on a une capacité à dire, effectivement, que l'on n'est pas d'accord. Mais on a aussi un sentiment d'impuissance parce qu'un écart se creuse de plus en plus entre des représentants très éloignés des citoyens, qu'ils prétendent représenter, et des effets de mécanisme de professionnalisation, puisque dans la vie politique, aujourd'hui, on se retrouve avec des élus professionnels, avec des techniciens du politique qui ne sont pas en phase avec le terrain, parce qu'il faut cumuler un certain nombre de compétences pour parvenir à exercer ces fonctions.

C'est intéressant parce que cette professionnalisation est, au départ, une bonne idée. On pourrait dire que la professionnalisation de la politique, au départ, va donner la possibilité à des gens qui ne sont pas dotés de certaines ressources, qui ne sont pas des nobles, qui n'ont pas des ressources de pouvoir, d'exercer la politique, ne faire que ça. On va leur donner une rémunération, ou du moins une indemnisation, pour qu'ils puissent exercer le métier de politique. Donc au début l'idée de professionnel de la politique, visait plutôt à ouvrir la capacité, pour un certain nombre de citoyens, de pouvoir endosser ce rôle de représentant. Aujourd'hui, on se trouve dans un système dans lequel cette professionnalisation pose de réels problèmes de distorsion parce que les représentants ne sont plus guère à l'image des représentés.

Philippe Mengue :

Cette question de la représentation se pose car on est situé dans quelque chose qui n'a aucune nécessité, qui est une construction historique : nous sommes dans des pensées politiques de la souveraineté du peuple souverain.

La question qui se pose est : comment le peuple souverain est-il représenté? Mais justement, cette question ne peut pas être résolue en une vie. On connaît tous les défauts de la démocratie à partir du moment où il y a des représentants. Ils confisquent le pouvoir pour des intérêts qui sont semi-moraux pour les classes sociales qu'ils représentent majoritairement.

La question du politique et de la démocratie doit nous ramener à une question essentielle: quel est le but de l'association politique? Savoir si le politique sait bien représenter ou pas, est secondaire.

La question est : quel est le but de l'association politique? Les anciens répondaient : le bien vivre, c'est à dire, on peut le traduire aussi par : un gouvernement qui gouverne pour l'intérêt de tous, pour l'intérêt commun de tous les gouvernés.

Donc si c'est cela, lisez *Politica*, il n'y pas d'organisation politique idéale. Elles sont toutes déficientes par rapport à cela. C'est la lucidité de Platon. C'est la lucidité d'Aristote. Cette leçon historique nous amène à un certain relativisme qui devrait peut être introduire un peu de sens critique, mais au sens noble de la critique, c'est à dire de comprendre les impuissances de tout régime politique, que ce soit la démocratie représentative, participative et toutes les autres.

C'est à dire que la cité idéale, par rapport à ce qu'on appelle cité idéale, ou la constitution parfaite, pour reprendre le terme d'Aristote, tous les régimes sont déficients. Pourquoi? Parce qu'ils mettent au fondement du gouvernement un groupe social qui a des intérêts particuliers. Alors le mode de sélection, on voit bien qu'ils sélectionnent, il n'y a qu'à voir la composition de la chambre des députés issue de brillantes écoles comme la vôtre (Christelle), mais où est le peuple là-dedans?

Jean-Robert Alcaras :

La deuxième question que je vous avais posée, déjà très largement abordée : quels sont les grands types de systèmes démocratiques que l'on peut distinguer?

Christelle Marchand:

Je vais me sentir moins gênée de ne pas répondre à la question puisque Philippe Mengue n'a pas répondu à la première question, je peux me permettre de ne pas répondre directement à la deuxième question. Non en fait je vais reprendre le fil de la discussion parce que, sinon, c'est très compliqué. Quand j'ai évoqué la manière dont en sociologie politique on aborde la démocratie, on l'envisage comme un marché électoral.

C'est bien ce que j'ai dit et j'aurais voulu continuer dans cette idée pour décrire davantage l'évolution de notre démocratie aujourd'hui, les travers, les quelques enjeux évidemment. On va déborder sur la troisième question qui sera liée à l'évolution de notre système démocratique. Effectivement on est dans une démocratie qui se base sur le suffrage universel direct dans lequel, on a vu, depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, le mécanisme de professionnalisation de la politique qui a rapidement opposé les notables, qui étaient les principaux représentants élus, à de nouveaux entrants qui étaient, en fait, plutôt des républicains qui venaient s'imposer comme de nouveaux acteurs sur ce marché politique.

C'est toute l'histoire de la démocratie, telle qu'elle existe aujourd'hui. On peut la définir, elle est le résultat de la lutte entre ces deux modes concurrents de conquête des suffrages c'est à dire, on échange des biens symboliques contre des votes; c'est la conception moderne de notre démocratie, la description contemporaine. Dans la pratique plus censitaire, on va dire, il y avait l'offre de services, de biens, en échange de soutien politique et de vote. Aujourd'hui c'est un des travers de notre système politique. C'est à dire que ces deux modes concurrents de conquête des suffrages ont toujours été en opposition et aujourd'hui on dénonce un certain nombre de pratiques comme étant des distorsions de la démocratie électorale, alors qu'en fait, ils sont aux origines du principe de cette démocratie au milieu du XIX^{ème} siècle.

Donc, la figure du citoyen, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, c'est peut-être ce qui explique que le système ne marche pas si bien que ça. C'est l'idée du citoyen éclairé, capable de comprendre les programmes politiques qui lui sont donnés, les idées, d'être capable de les apprécier, de les juger, de construire là-dessus une position politique et de pouvoir la traduire dans un acte de vote. C'est le citoyen envisagé par le régime politique d'aujourd'hui et c'est celui dans lequel on a tous envie de croire, parce que l'on se dit que, forcément, si le citoyen est éclairé de cette façon-là il fera les bons choix.

Or, aujourd'hui, on se rend compte que ce n'est pas le cas. On le disait tout à l'heure avec la progression de l'abstention, qui est une exclusion. Des gens travaillent sur cette question dans

ma discipline, je cite notamment deux auteurs : Jean Yves Dormagen et Céline Braconnier⁵, qui ont travaillé sur ces mécanismes d'abstention. Ils sont les auteurs d'un ouvrage : *La Démocratie de l'abstention* dans lequel ils expliquent que si l'on fait une analyse sociologique de l'abstention, elle ne se répartit absolument pas au hasard. L'abstention aujourd'hui est le fait des classes populaires. Elle est le fait de classe qui, aujourd'hui, a le moins la possibilité d'apprécier ce qui s'échange sur les biens politiques, sur le marché électoral et qui ont le moins de moyen d'apprécier la nature des biens politiques qui sont proposés.

Donc nous sommes quand même dans un système qui, d'un côté, exclu une partie significative des citoyens et qui, de l'autre, se caractérise par le monopole de l'activité politique, des représentants politiques et des élites. On est dans cet écart de jugement entre des citoyens qui participent encore, et certains qui ne participent plus. Et l'on a ce sentiment que ces catégories abstentionnistes constituent des stocks, alors qu'en fait, il n'y a pas un stock d'abstentionnistes, il n'y a pas un stock de votants, il y a simplement, d'élections en élections, des gens qui décident de voter ou de ne pas voter. De voter pour l'un ou de voter pour les autres, et on se retrouve avec cette figure du citoyen qui, de manière alternative, ne participe plus au processus démocratique. Il se met en retrait, soit parce que l'offre politique ne lui convient pas, de ce qu'il a pu s'informer politiquement pour les plus compétents, soit parce qu'il ne se sent pas légitime à donner son opinion ou sa position. Ou alors il peut le faire à certain moment pour des formations qui apparaissent plus atypiques, hors système, présentant des idées neuves ou des idées "différentes" avec tous les guillemets que l'on peut mettre là-dessus. On est vraiment dans cette configuration-là, surtout dans une démocratie, aujourd'hui, qui se caractérise par une démocratie de partis, de partis politiques qui monopolisent l'activité politique autour d'un système de bipolarisation.

On parlait tout à l'heure finalement du choix. La démocratie ce serait le choix. Ce serait la souveraineté du peuple représentée dans son intégralité. Est-ce que nos partis politiques aujourd'hui et cette bipolarisation de la vie politique, qui s'est énormément accentuée sous la V^{ème} République, donnent ce sentiment aux citoyens de pouvoir être bien représentés. Quand on voit que le choix se résume, en fait, entre deux grandes formations politiques qui se partagent, quoi qu'on en dise, depuis quarante ans le pouvoir politique.

Donc on est vraiment dans cette configuration-là qui fait que l'on a les débats politiques qui sont tronqués, et les lieux dans lesquels la démocratie pourrait le mieux s'exprimer sont les lieux du local, de la proximité. Je parlais tout à l'heure des élections municipales qui sont sans doute les moments dans lesquels les citoyens peuvent le mieux prendre en main leur vie. Ces moments-là sont trustés de plus en plus par des enjeux nationaux, par cette bipolarisation, parce qu'elle occupe l'intégralité de la vie politique et elle fait que les occasions que le citoyen avait de se saisir de moment démocratique sont de moins en moins fréquentes.

On a une nationalisation des enjeux, une personnification aussi de la vie politique, avec personnalisation plutôt, avec des individus qui occupent le terrain médiatique. On a une confusion évidente entre activité politique et communication politique qui fait que, finalement, le citoyen ne sait plus s'il en est à s'intéresser, à décider, à se demander quel est le programme pour la cité future ou si finalement il regarde un "talk show" à la télévision avec des personnages politiques qui viennent faire le spectacle. On est vraiment dans cette confusion des domaines, qui font que les occasions, pour la démocratie de s'exprimer réellement, et surtout le sentiment que le citoyen peut avoir à s'exprimer, se raréfient en fait dans nos sociétés contemporaines. Je ne suis pas sûre d'avoir répondu à la question.

⁵ Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, Folio, collection Folio actuel, 2007, 464p.

Jean Robert Alcaras :

Avant de laisser à Philippe le soin de ne pas répondre à la seconde question, j'aimerais juste avoir ton avis, parce que tu viens juste de faire une analyse rapide mais intéressante sur la question de l'abstention ; Est ce que la question d'un certain type de vote, en particulier le vote du front national que tu connais bien, rejoint, en partie ou pas, cette analyse?

Christelle Marchand :

L'analyse du vote FN, je travaille sur cette question-là depuis une quinzaine d'années maintenant, à partir d'enquêtes que je réalise avec des électeurs et des électrices du front national. On est dans un département dans lequel le vote FN est ancré depuis maintenant vingt ans. Donc nul doute que les électeurs du front national sont autour de nous et que nous avons la possibilité de les rencontrer pour essayer de comprendre au moins pourquoi ils votent pour ce parti-là.

Donc c'est de cette manière-là que j'ai travaillé, et puis, parallèlement, on a mené une série d'enquêtes d'analyses de résultats électoraux, par exemple sur la commune d'Avignon. On va prendre cet exemple parce que c'est celui que je connais bien et vous aussi. Si on prend les dernières municipales à Avignon et si on prend certains commentaires médiatiques sur le vote FN, on nous a expliqué que le vote FN est le fait des catégories populaires et qu'en majorité les individus qui votaient pour ce parti appartenaient plutôt à ces catégories. Moi, les analyses que j'ai faites, bureau de vote par bureau de vote sur la ville d'Avignon montrent que les catégories populaires, c'est à dire les bureaux que l'on peut assimiler à des bureaux populaires, c'est à dire pas les bureaux intra-muros, plutôt des bureaux dans la périphérie d'Avignon, là où l'on sait que d'habitude ils votent plutôt pour des candidats de gauche. Sur ces bureaux-là, l'abstention a été énorme, phénoménale, avec des gens qui ne se sont pas déplacé pour aller voter.

Pour avoir travaillé sur plusieurs scrutins, depuis plusieurs années, le vote FN n'a pas bougé. il est au même niveau, à la voix près. Donc sur ces bureaux-là vous avez, je ne sais pas, peut-être 39 personnes qui votent pour le front national, et bien il y en avait 39 sur ce scrutin-là. Ce sont toujours les mêmes, à priori, la majorité des gens n'a pas voté. C'est à dire que le candidat Hollande sur un bureau de 820 inscrits faisait plus de 250 suffrages à la présidentielle, et là, Cécile Helle en a fait 50.

On se retrouve sur des catégories entières de gens qui ne sont pas allés voter et les classes populaires, contrairement à ce qui a été véhiculé, sur ces quartiers-là, n'ont pas voté pour le front national. En revanche, le front national a progressé sur les bureaux intra-muros, sur des bureaux de vote où il y a des catégories plutôt de classe moyenne.

La surprise c'est que Cécile Helle progresse aussi sur ces bureaux. C'est un effet très clair, on a aujourd'hui des catégories de la population qui ne votent pas et c'est sur cette marge là que les partis politiques focalisent leur attention parce que, effectivement, la gauche a une responsabilité dans le monde des classes populaires et vous avez une catégorie de la population qui ne vote pas sur ces scrutins-là. Contrairement à ce que l'on peut penser, ici en tout cas, sur le Vaucluse, et c'est l'analyse que je produis, le vote front national est le fait plutôt de classes moyennes, plutôt d'électeur de droite sur le Vaucluse. C'est spécifique car, si l'on prenait une région comme celle d'Henin-Beaumont par exemple, ce n'est pas du tout la même configuration. Avec des électeurs plutôt de droite, qui depuis une vingtaine d'années ont pris l'habitude de voter front national au premier tour, et pourquoi pas au deuxième, avec un mouvement de dédramatisation et qui sont des électeurs qui en ont ras le bol de payer pour les autres, mais qui sont des électeurs qui ne sont pas en situation de difficulté sociale vraiment importante.

Dans tous mes entretiens, c'est ce que je retrouve sur ces électeurs-là. Alors, abstention, vote extrême oui, mais je ne suis pas sûre que ce soit les mêmes catégories de population qui se réfugient dans ces deux types de comportement, à toutes les élections.

Jean Robert Alcaras :

C'était pertinent et cela répondait parfaitement à ma question. Voilà une bonne appréciation de la situation mais, ce que je veux dire, en gros, même si du point de vue de la sociologie politique cela ne concerne pas les mêmes catégories de la population, c'est ce que tu nous a dit. Ce sont bien des symptômes différents d'une même crise de la démocratie représentative, à défaut d'être une crise du politique en général.

Christelle Marchand :

Ce sont les mêmes symptômes, mais il y a peut-être un petit mal entendu: c'est cette espèce de perception du parti front national, qui serait un parti hors système, en fait, et qui capterait une partie de la population qui, aujourd'hui, ne se retrouve pas dans les autres partis politiques.

Je pense que c'est une interprétation qui, aujourd'hui, pose problème dans la mesure où l'on est devant un parti qui est en train de se professionnaliser à l'image des autres partis, qui est un parti qui occupe le paysage français, quoi qu'on en dise, depuis une trentaine d'années, avec des gens qui se sont implantés. Des candidats qui réussissent au FN style Steeves Briois à Hennin-Beaumont, Stéphane Ravier à Marseille, ce sont des gens qui, depuis vingt ans, labourent le terrain, sont là, présents et finalement se sont implantés. Donc, qui ont fait une progression à l'intérieur de leur parti.

Si l'on considère que le front national est un parti hors système, on peut considérer effectivement qu'il est un symptôme de cette crise de la démocratie. Si effectivement il est aujourd'hui un parti qui se professionnalise et qui est de plus en plus obligé de normaliser quelque peu son discours pour arriver à ses fins politiques, c'est parce qu'au final, c'est quand même cela qui guide aussi les gens à l'intérieur de ce parti. Mais ils restent des professionnels de la politique et ils n'ont absolument pas l'intention de se désintéresser de la politique.

Si on vit dans cette optique-là, finalement, on voit que le front national, aujourd'hui, vient perturber le jeu de la bipolarisation. Il est en train, sans doute, de mettre en place les mécanismes d'une recomposition à droite qui se fera peut-être à son profit, peut-être pas à son profit; mais voilà il est rentré dans ces partis pour lesquels les électeurs aujourd'hui font des aller-retours réguliers, pour ceux qui continuent de voter.

Jean Robert Alcaras :

Merci. Donc Philippe tu as le choix : ou tu réponds à la question que tu veux, ou tu réponds à ma deuxième question ou tu réagis aux propos de Christelle.

Philippe Mengue :

Non, non ce n'est pas ma méthode. Je reprends le fil des questions qui m'intéressent concernant la démocratie. Ce que je veux dire par là, c'est que ce que vous avez dit est intéressant, au contraire, très intéressant, mais il me semble qu'il y a plus grave, à savoir, la crise interne à la démocratie contemporaine.

Tout le monde peut essayer de penser à ces choses. Bien sûr qu'il y a cette pointe d'optimisme et qu'il est nécessaire de l'étudier de façon pertinente c'est sûr. Résultat, au fond des choses, c'est ce qui se passe pour la démocratie.

A l'époque des lumières, il y avait toutes les espérances. Nous sommes dans un type de régime que certains ne voudraient plus appeler démocratique. Nous sommes peut-être dans un régime de gouvernement de masse. Un gouvernement de masse, mais pas au sens de la

massification, comme on l'a vu dans les régimes totalitaires, parce qu'il y a l'individualisme. C'est donc très spécial, ce qui se passe. Le type de régime politique, entre guillemet, dans lequel nous sommes est très spécial.

Il est fait à la fois de l'existence de très grandes libertés individuelles et en même temps de quelque chose qui est au niveau de la masse, démocratie individualiste de masse. Cette dégradation de la démocratie, c'est quelque chose, en ce moment, qui est inquiétant et sur laquelle il faut réfléchir, d'où la possibilité de la naissance des extrêmes et d'une extrême droite.

Ce n'est pas étonnant puisque la crise est interne à la Démocratie. Alors, on pense tout le temps que le totalitarisme est l'opposé de la démocratie et on contemple alors la procédure, comme disent les libéraux, la démocratie libérale dans laquelle nous sommes théorisés par John Rawls⁶ et compagnie avec ses procédures et toutes les questions qu'elle se pose de façon interne.

Mais cette question est que, finalement, ça bafouille, ça piétine. Et pourquoi ça piétine? Voilà ce qu'il faut rechercher. Le grand danger, enfin celui dont il faut être conscient, c'est que le totalitarisme n'est plus opposé, comme c'était le cas encore quand il y avait la bipartition du monde entre communistes et libéraux du monde démocratique.

La démocratie génère une nouvelle forme de totalitarisme. Un totalitarisme tout nouveau. Je ne vais pas dire un fascisme nouveau, non plus, parce que tous ces termes sont usés. Ils ont une connotation très précise, qui concerne les régimes que vous connaissez, et qui appartiennent au passé. Mais il faut s'interroger s'il n'y a pas une nouvelle forme de totalisation, et peut-être là, nous pourrions avoir des compréhensions du mouvement qui s'opère dans la montée des extrêmes et du front national.

La deuxième chose que je voudrais dire, à propos des grands types de systèmes démocratiques, est que je ne vais pas revenir dessus, parce que cela a très bien été fait par Christelle en particulier, pas ce soir uniquement, mais par des études qu'elle peut faire, ou que les gens de science po, des gens comme Raymond Aron, ou Hannah Arendt ont pensé ces questions-là.

Là où je veux insister, c'est sur la crise interne au politique, c'est à dire la faille qui le divise. La faille qui le divise c'est que, quand on dit démocratie, on entend deux choses différentes, et on n'a pas cessé ici de naviguer d'un sens à l'autre.

Le sens c'est un mode de gouvernement, on l'a vu, un mode de gouvernement avec des élections pluralistes où la décision appartient à la majorité avec la liberté d'expression. Il y a l'autre sens de la démocratie, qui est la souveraineté du peuple. Il n'est pas dit que la souveraineté du peuple, ou en tout cas ce que l'on entend par souveraineté du peuple, c'est à dire un gouvernement du peuple pour le peuple, cela passe nécessairement par un régime démocratique comme nous l'entendons là.

Il est possible qu'il y ait d'autres formes de gouvernements pour veiller aux intérêts communs de tous et du peuple. Lequel? Je n'en sais rien, mais en tout cas, on a deux sens qui sont le principe de la souveraineté du peuple et le mode de gouvernement, et cela forme un hiatus. Il y a un dièse entre ces deux sens et, du coup, vous voyez que, finalement, le meilleur de la démocratie, c'est qu'elle n'est pas définie.

Ce qu'il y a de démocratique dans notre démocratie, c'est que nous cherchons ce que la démocratie demain sera. C'est cela qui est démocratique, dans la démocratie. Ce n'est peut-être pas les procédures, la participation, les machins etc... C'est qu'il y ait des lieux, des espaces où la démocratie puisse s'interroger sur elle-même, en se demandant ce qu'elle est, quelles sont ses

⁶ John Rawls, *Libéralisme politique* (1993), trad. par Catherine Audard, Paris, PUF, 1995.

John Rawls, Paix et démocratie. Le droit des peuples et la raison politique, traduit par Bertrand Guillaume, La Découverte, 2006.

impasses, quels sont ses défauts? Quels sont ses manquements, et donc, cette recherche des institutions qui permettrait d'inscrire cette idée idéale d'un gouvernement du peuple pour le peuple.

Comment faire? Des soviets? Des conseils? Cela a été essayé dans les démocraties populaires. Est-ce que ce sont des formes qui ont convenu et qui peuvent encore convenir dans des branches de pouvoir ou d'autorité qui sont localisés, type entreprise, pourquoi pas à l'école, au lycée, toutes les institutions de ce type. Mais est-ce que c'est possible au niveau d'un gouvernement politique global d'ensemble? Voilà, c'est une question. Cela n'a pas fonctionné, peut-être, parce que cela était impossible à mettre en place. Qu'il y ait des soviets d'entreprise, c'est peut être une forme de démocratie très importante. Maintenant est ce que toute la Nation, le pays ou la communauté politique formée peut se gouverner de cette manière-là? Cela semble en revanche très difficile et l'histoire semble avoir donné le résultat que l'on connaît. Comment fait-on pour incarner ce pouvoir du peuple? Ce sont les questions qui sont les nôtres et le mieux c'est qu'elles puissent rester ouvertes. Or, ce qu'il peut se passer, c'est que, justement, il y aura peut-être des partis qui vont arriver et qui nous empêcheront même de pouvoir poser ces questions.

Jean-Robert Alcaras :

Juste une petite chose pour te faire réagir quelques minutes. D'abord sur la question des conseils, c'est ce que je te suggérais hors micro, tu dis que cela a été essayé, on a affiché le fait qu'on l'ait essayé, mais en règle générale c'était un affichage qui était instrumentalisé, au profit des uns ou des autres, par l'union soviétique dans les idéaux, mais très peu dans la réalité.

De la même manière que d'autres formes d'expériences *conseillistes* ont été portées essentiellement par des militants anarchistes qui ont fait l'objet d'instrumentalisation, de récupération, etc... par les socialistes, les communistes. Dans ces cas-là, connus, que ce soit dans le cadre de la Guerre d'Espagne, que ce soit dans l'Histoire de la Russie, dans l'Histoire de Rosa Luxembourg en Allemagne, dont devrait parler François Riether, très bientôt cette année,, on ne peut pas dire que l'on ait beaucoup essayé.

La question de la possibilité, après en est une autre. Il me semble que dans la question de l'opposition entre les systèmes de gouvernement, fussent-ils autoritaires ou pas, qui se sont opposés au système des conseils, on retrouve la mise en tension que j'évoquais tout à l'heure, c'est à dire d'une démocratie conçue comme système de participation. Cela me paraît être un élément fondamental, la définition, dans la vision socialiste, de la démocratie, ainsi que la forme de représentation et de reconnaissance d'un certain nombre de droits dans une autre vision des choses.

Christelle Marchand :

Je pense que l'on est quand même assez pessimiste sur tout cela, quand on réfléchit sur les formes de la démocratie, mais c'est peut-être parce qu'on la pense justement. On pense la démocratie en termes de régime et finalement la forme, qui me paraît la plus évidente, c'est la forme qui existe toujours aujourd'hui. Mais la vitalité démocratique de nos sociétés, n'existe-t-elle pas dans les mouvements associatifs? Qui aujourd'hui vivent et prennent en charge des quantités de problèmes sociaux, des questions de société, et finalement, c'est quoi l'association? C'est le citoyen qui décide, à un moment donné, de se prendre en main sur un problème particulier, et je me demande si l'on n'est pas rentré dans un système dans lequel, finalement, ses représentants s'en accommodent parce qu'il y a des tas de domaines qu'ils n'ont pas à gérer parce que les associations les prennent en charge. Et ils continuent à faire leur petit système représentatif, à côté, parce qu'ils ne se rendent pas compte de ce fait aujourd'hui.

Je pense qu'il y a un certain nombre de dirigeants politiques, aujourd'hui, qui, quand ils réfléchissent encore sur comment on va réorganiser le parti, comment on va mettre untel à la place d'untel, etc ... n'ont pas mesuré le fossé qui les sépare, en fait, des citoyens d'aujourd'hui! Est-ce que, finalement, la démocratie n'existe pas en dehors de ces institutions-là? Est-ce qu'elle n'existe pas dans ses mouvements associatifs qui font la vitalité de la société d'aujourd'hui, je ne sais pas?

Jean-Robert Alcaras :

En tout cas cela revient dans une des questions que j'avais posées en introduction. Est-ce que finalement la démocratie relève exclusivement d'un régime purement politique? Est-ce que la politique ou la démocratie ne sont pas impossibles ailleurs que dans des organisations, des institutions politiques en tant que telles, puis cela rejoint finalement la deuxième relance que je voulais faire par rapport à ce que tu dis.

Cela rejoint les premières observations sociologiques, l'inventeur du thème de la sociologie politique, Alexis de Tocqueville, qui partant dans la jeune Amérique démocratique dans les années 1820/1830, faisait précisément l'observation, de propension à ce que l'on qualifierait aujourd'hui de totalitarisme, en tout cas à la tyrannie de la masse comme il le dit.

Potentiellement, que puisse s'instaurer de la tyrannie de l'opinion publique dans les systèmes démocratiques, en même temps que de la vitalité, de la mobilisation de la société civile sur les territoires et dans la vie commune aux États-Unis de l'époque. Je veux revenir à ce qui s'est exprimé la dessus.

Christelle, évidemment, la liberté d'expression c'est la démocratie. Mais pour revenir à ce que tu évoquais, nous sommes là sur une question, qui me passionne. Tu as évoqué tout à l'heure la présentation qui était très généralement faite, le totalitarisme comme finalement une forme de régime que l'on peut présenter en opposition au régime politique de la démocratie. C'est l'un des postulats duquel tu es partie tout à l'heure et Philippe, tu nous dis, au fond, est-ce que le totalitarisme est opposé à la démocratie?

Une bonne partie d'entre vous connaît ma passion pour Hannah Arendt qui avait quand même, dès le départ, évoqué non pas la démocratie comme condition du totalitarisme, comme forme du totalitarisme, mais avait évoqué les formes caractéristiques des sociétés modernes comme étant des éléments sur lesquels le totalitarisme peut très facilement se greffer.

Selon elle, il y aurait donc un caractère, non pas totalitaire, mais potentiellement totalitaire, finalement de toutes les formes de sociétés préalables qui en général épousent la forme démocratique. Alors finalement, toi qui te situes plutôt de ce côté-là, dis-nous en un peu plus sur ce point que tu n'as pas évoqué.

Philippe Mengue :

Oui, tout à fait dans la veine des analyses de Arendt. On est dans le prolongement de Arendt, évidemment, les questions que j'ai essayé de soulever ce soir sont dans son prolongement. Peut-être que la situation est encore plus exiguë, plus grave qu'à l'époque où elle écrivait, c'est à dire l'idée maintenant de la démocratie avec ses droits de l'homme, ses fondements juridiques, etc.... est peut-être elle-même en train de secréter une nouvelle forme de totalitarisme. C'est à dire pas simplement des éléments virtuellement exploitables par des partis totalitaires, mais que la démocratie en elle-même puisse accoucher ou secréter des formes de contrôle de plus en plus poussées et qui permettraient de dire qu'on a une nouvelle forme de totalitarisme.

Alors la question qui m'embête le plus, c'est qu'il y a quelque chose d'évident. La chose évidente c'est qu'on ne peut pas dire que l'on n'est pas démocrate. Tout le monde est démocrate, on ne peut pas dire le contraire. Ce soir, je suis obligé de dire que je suis démocrate, sinon vous allez me lyncher. Même le front national dit qu'il est démocrate. Il en appelle à la souveraineté du peuple. Il veut qu'on vote des théories idéales, etc..., qui auraient été confisquées par les bureaucraties européennes fin 2005. Pensez à ça!

Donc là, il y a un problème énorme, énorme avec cette Europe qui nargue, qui nous dirige, qui a le beau rôle mais qui n'a aucune légitimité véritablement démocratique. Elle n'est faite que de bureaucrates et de techniciens. Il n'y a plus de débat, tout le monde est démocrate. Il est évident que les droits de l'Homme sont la légitimité ultime, donc la démocratie est sûre d'elle, elle est sûre de représenter le bien. Elle représente le juste. Elle épouse les droits fondamentaux. Comment vous voulez vous révolter contre ça?

Vous êtes obligés de vous révolter en étant coupable de refuser cette démocratie. Nous sommes dans un système dans lequel on peut être persécuté au niveau de la pensée. Vous savez il y a un grand auteur qui s'appelle Léo Strauss. Moi je m'en suis un petit peu inspiré en vous parlant de la théorie des régimes chez Aristote, en montrant qu'elle était très différente de la nôtre. Léo Strauss⁷, le grand philosophe, issu de la phénoménologie politique avec Hannah Arendt, élève très lointain de Biélorussie comme elle, a écrit une série magnifique dont je reparlerai dans mon cour : *La Persécution d'écrire. L'art ou la persécution d'écrire*. Alors que dit-il? Il dit: les philosophes, les penseurs ne peuvent plus trop s'exprimer très librement parce que, s'ils attaquent de façon un peu radicale les principes de la démocratie existante, ils vont se faire mettre complètement de côté, ils vont être exclus de différentes manières.

Donc ils sont obligés de faire passer leur message de manière indirecte avec des sous-entendus pour lutter contre cette persécution qui est la domination d'une opinion d'évidence que l'on nous présente comme absolument incontestable. N'est-ce pas de cela que la démocratie aussi est malade aujourd'hui? C'est qu'elle a trop bien réussi, d'une certaine façon, à s'imposer et à force de représenter le bien, le juste, elle dissout le caractère problématique qu'elle devrait avoir et dont j'ai parlé tout à l'heure en disant que finalement la démocratie est indéfinissable parce qu'elle est remise en question en permanence de ses propres fondements et de ses propres principes et c'est cela que nous appelons démocratique.

Mais là, comment les remettez-vous en question? Vous êtes dans l'obligation de dire : "*je suis démocrate*". Pourtant il y a cette évidence assez massive, comment se fait-il que la démocratie soit encore en auto, ce n'est pas l'autogestion mais en auto-questionnement d'elle-même et que c'est cela, peut-être, le plus important. Donc vous voyez qu'elle se contredit et elle dépérit puisque, d'un côté, elle s'affirme en auto-questionnement permanent et d'autre part est

⁷ Léo Strauss, *La persécution et l'art d'écrire*, traduit de l'anglais par Olivier Sedeyn, Gallimard, Collection Tel (n°360), 2009, 364p.

radicale sur ses propres principes. En s'interrogeant sur ce qu'est le bien vivre, la démocratie donne à chacun la possibilité de définir lui-même ce qu'il entend par bien vivre. C'est la base de la démocratie.

La politique, comme le disent les libéraux, ne définit pas le bien. Elle définit les procédures ou les conditions qui vont permettre à chacun de trouver son bien, ou son salut dans la religion, le sport, l'amour, tout ce que vous voulez, la richesse, la pauvreté, l'ascèse, l'écologie, tout ce que vous voulez, vous avez le droit. Donc la démocratie formelle, comme disait Marx, procédurale, s'interdit de définir un bien. Elle définit juste, c'est le règlement de Rawls, l'américain, elle définit simplement les conditions qui nous permettent de rechercher un bien et ces conditions, on appelle cela le juste.

Très bien, là seulement, vous voyez la démocratie qui du coup, s'impose comme une évidence, et comme quelque chose d'incontournable, d'absolument légitime et donc le questionnement qu'elle devrait faire sur elle-même d'une façon radicale, et bien, elle en est privée. Elle se contredit elle-même. Elle dépérit nécessairement, puisque son sens le plus noble était d'ouvrir des zones, des places, des lieux de questionnements. Et ces lieux de questionnement, c'est Socrate! Il s'est fait éliminer par la ciguë. La démocratie athénienne l'a condamné à boire la ciguë. Cela commence comme ça la démocratie! Mais, attendez, il faut boire des trucs? Pourquoi? Parce qu'il posait trop de questions, qu'il emmerdait le monde. Il emmerde les philosophes. Pourquoi? On va dire que Socrate est atypique. Vous ne pouvez pas le mettre dans un lieu.

Voilà, donc ici est-ce que pour nous, l'avenir de notre démocratie, qui pour moi prend des tours très inquiétants, va réussir à préserver, (je pense que l'UPA en est peut-être un), des lieux de questionnement, atypiques, des lieux qui sont des non lieux circonscrits où peuvent se poser les questions et non pas se tourner vers l'utopie c'est à dire des modèles de cité idéale qu'il faudrait reconstruire, parce que cela est le plus sur garant de faire entrer très vite le totalitarisme, comme on l'a vu au cours de l'Histoire du vingtième siècle.

Jean-Robert Alcaras :

Rôle d'emmerdeur je sais pas si on fera. Les philosophes sont et devraient être des emmerdeurs. c'est quand même leur rôle...

Philippe Mengue :

Ils sont quand même en conflit avec la communauté politique, c'est à dire que la philosophie politique, depuis sa naissance, est en conflit virtuel et implicite avec la communauté politique, parce que la communauté politique nécessite la stabilité. Si vous interrogez en permanence, et vous déstabilisez, comme j'essaie un peu ce soir, l'évidence, la légitimité données aux grands principes démocratiques, et les droits de l'Homme, et bien c'est pas commode, c'est risqué. Mais bon, je ne vais pas aller plus loin.

Jean-Robert Alcaras :

Tant mieux, tu vas pouvoir développer ton argumentation la semaine prochaine. Christelle je te laisse le mot de la fin. Est-ce que tu souhaites réagir, ou ajouter un complément?

Christelle Marchand :

Juste un commentaire sur ce qui vient d'être dit: on parlait tout à l'heure des mécanismes de démocratie participative. Il y en a beaucoup qui sont présentés aujourd'hui comme le salut possible de la démocratie parce qu'effectivement, on donne la parole aux citoyens. On les associe aux processus délibératifs. Effectivement, on pose assez peu de questions dans ces processus là pour la bonne et simple raison qu'aujourd'hui, les personnes qui travaillent sur ces questions se rendent compte rapidement que les questions sont très vite formatées. Et qu'il y a peu de latitude pour poser de nouvelles questions, pour penser des choses nouvelles, pour présenter des projets qui n'ont pas déjà été pré-pensés ou proposés par des professionnels ou des techniciens.

Donc effectivement, les lieux qui sont présentés aujourd'hui, de manière un peu emblématique, comme des lieux possibles pour une nouvelle forme de démocratie, bien souvent sont confisqués une fois encore par ceux qui ont le monopole des questions légitimes et c'est peut-être cela la question: c'est de savoir où sont ces lieux, ce que vous disiez, dans lesquels effectivement, on peut véritablement poser des questions qui ne rencontrent pas, ni de barrière idéologique, ni de barrière liée à une vision fantasmée de la démocratie.

Philippe Mengue :

Avant de vous quitter j'aimerais vous donner des devoirs de vacances et par exemple vous recommander de Jean Luc Nancy⁸, *La vérité de la démocratie*, paru chez Galilée en 2008, c'est une petite plaquette. C'est magnifique. Il y a aussi à la Découverte, *la Démocratie dans quel état?*⁹. Vous voyez le type de questionnement.

Il y a des gens comme Badiou, Nancy, et Rancière. qui ont fait chacun un petit article dans cet ouvrage collectif.

Ces deux livres sont à mon avis des bons livres de chevet pour suivre le questionnement sur cette année. On m'en avait indiqué d'autres, mais j'ai choisi ces deux-là.

⁸ Jean-Luc Nancy, *La Vérité de la démocratie*, éd. Galilée, 2008

⁹ Ouvrage collectif, *La Démocratie, dans quel état ?*, éd. La fabrique, 2009